

GAGNER!

**Pour les socialistes,
pour la gauche,
pour les Français**

80^e congrès
du Parti
socialiste

**CONTRIBUTION
GÉNÉRALE**

GAGNER!

Le Congrès qui s'ouvre ne ressemble à aucun autre. Il fait suite à une élection présidentielle au terme de laquelle nous avons réalisé le score le plus faible de notre histoire. La disparition du paysage politique nous était promise. Avec la majorité du Conseil national, nous avons fait le choix d'ouvrir des discussions sans « exclusive » qui ont abouti à la formation de la « Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale ».

L'accord de coalition contracté avec l'ensemble de la gauche et des écologistes ne s'est pas fait sans douleur. Le rapport de force présidentiel ne nous était pas favorable et l'immense majorité de nos camarades qui s'étaient préparés pour cette échéance ont dû se désister.

Ces sacrifices ont permis de renforcer notre groupe à l'Assemblée avec l'arrivée de nouveaux parlementaires qui ont depuis fait la démonstration de leur détermination et de leur talent. Alors que nombreux s'étaient préparés à notre oraison, nous jouons à nouveau un rôle central dans l'animation de la coalition. Mais nous devons évidemment aller plus loin.

Nous voulons faire de ce Congrès la première étape d'un nouveau chemin collectif. Avec un objectif : demain, faire gagner la gauche !

N'en doutons pas : ce chemin est long et difficile. Être à la hauteur des enjeux, confirmer le choix de l'union, mettre en avant notre identité et notre projet, en faire une valeur ajoutée au service de toute la Gauche, tels sont les ferments de la victoire.

Au moment de la chute du mur de Berlin, le monde semblait de nouveau ouvert à tous les possibles. Trente ans de « mondialisation heureuse » ont conduit, à force d'accroissement des inégalités et d'exploitation irraisonnée des ressources planétaires, à l'impasse de la crise financière de 2008 et à la crise permanente de nos écosystèmes, symptôme d'une défaillance structurelle et profonde du libéralisme économique.

Depuis, le monde vogue de crise en crise : crise économique et financière, crise de l'action publique, montée des inégalités et de la précarité, crise écologique et incapacité des sociétés humaines à répondre aux enjeux du dérèglement climatique, crise sanitaire qui a plongé nos sociétés dans une parenthèse de deux ans d'isolement et de désocialisation, guerre en Ukraine qui rappelle le tragique précédent de la Bosnie-Herzégovine 30 ans plus tôt.

La démocratie aussi est en crise. Le débat public sombre trop souvent dans la caricature et la brutalité ; la participation électorale ne cesse de s'effondrer. La perte de confiance dans les institutions mine l'idée même de changement et réduit notre capacité à agir de manière collective renvoyant chacun à un délétère isolement.

Ce qui faisait « tenir » le monde d'hier est fragilisé ou à terre.

Les institutions internationales ne pèsent plus assez face à la volonté de domination des puissances autoritaires. L'extrême-droite est au pouvoir dans un nombre croissant de pays, menaçant la démocratie américaine, progressant en Europe et positionnés, en France, comme force d'alternance.

Comme militants socialistes, nous avons une conscience aiguë de notre responsabilité collective.

Toute notre énergie doit être concentrée sur un seul objectif : apporter une réponse politique aux grands dérèglements, retrouver le chemin de l'espérance, combattre pour la justice sociale, défendre les valeurs et le projet européen, faire barrage à l'extrême-droite.

Tout le reste est plus que vain : dangereux, voire irresponsable. Les Français n'ont pas de temps à perdre. Ni pour les revanches égotiques, ni pour les bouffées nostalgiques, ni pour les positionnements artificiels.

Qui peut imaginer que ceux qui passent l'exclusivité de leur temps à faire feu sur leur propre quartier général pourraient demain mener l'ensemble de la gauche à la victoire ? À l'isolement, nous préférons le rassemblement.

D'où cette question posée à la veille de notre congrès : saurons-nous faire prévaloir cet esprit de responsabilité ? Saurons-nous être à la hauteur des enjeux ?

Nous sommes un parti de transformation, pas un parti d'accompagnement de la mondialisation libérale avec laquelle nous souhaitons rompre.

Nous devons initier de grandes transformations, mais celles-ci ne se réaliseront que si nous les rendons acceptables. La radicalité n'est productive que si elle se confronte au réel ; quant à la protestation, elle est utile si ceux qui la portent acceptent de se confronter à l'exercice du pouvoir.

Nous croyons que la gauche progresse quand elle change la vie des gens et leur permet, même dans un monde aussi difficile que le nôtre, de choisir leur destin.





I. Affirmer l'identité du Parti Socialiste pour gagner demain

Nous avons travaillé ces dernières années à un projet politique. Il a été adopté par les militants en septembre 2021 et porte un titre ambitieux : « **Il est temps de vivre mieux** ». Un titre qui dit notre désir d'égalité, d'émancipation, de justice écologique et de progrès social partagé. Voilà notre horizon.

Nous serons très attentifs aux contributions thématiques déposées tant elles ont souvent montré dans le passé leur richesse : elles devront nous inspirer, comme certaines contributions générales, pour alimenter notre futur texte d'orientation et notre feuille de route pour les mois à venir. Mais d'ores et déjà nous avons à cœur de rappeler les quelques marqueurs politiques que nous devons porter ensemble avec force.

Pour vivre mieux, nous devons retrouver la maîtrise de notre destin en faisant le choix de l'Europe. Secouée par les crises géopolitiques, financières, écologiques et sanitaires, l'Europe est aujourd'hui menacée par des régimes autoritaires et directement agressée par la Russie. L'Ukraine ne se bat pas seulement pour sa souveraineté : elle est le front sur lequel se joue l'avenir de nos valeurs, du modèle de société libre, démocratique et protectrice que socialistes, travaillistes et sociaux démocrates ont construit à travers le siècle passé.

Une Europe-puissance, souveraine, protectrice et démocratique, tel est le nouveau projet européen qu'il nous revient de faire aboutir. Sa réussite conditionne tout le reste. Il suppose de réaliser un formidable effort pour construire une défense et une sécurité communes ; il implique également la reconquête de notre souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire ; il passe par la création de standards communs pour lutter contre le dumping intra-européen et surtout par la planification et l'accélération de la transition écologique, condition de notre avenir comme de notre souveraineté énergétique.

Pour réussir, **nous pourrions accepter de nouveaux pays au sein de l'Union** à la condition de réformer son fonctionnement afin, comme vient de le proposer Olaf Scholz, de sortir, dans de nombreux domaines, de l'inertie que crée la règle du vote à l'unanimité.

Cette vision de notre futur, c'est l'inverse même de la vision nationaliste et populiste qui prône la remise en cause de nos valeurs fondamentales, le repli national et l'affaiblissement de l'Europe. **Quand presque partout en Europe la droite pactise avec l'extrême-droite, les socialistes et les sociaux-démocrates doivent avec toute la gauche s'imposer comme rempart de l'idéal et du projet européen.**

Mais le projet que nous portons est également incompatible avec ce libéralisme économique qui, quelles que soient ses nuances, favorise une mondialisation dominée par les intérêts financiers. On ne peut plus invoquer une Europe souveraine tout en encourageant de nouveaux accords de libre-échange, en défendant la politique agricole et alimentaire actuelle, en protégeant la politique de concurrence ou en laissant s'installer une société de marché. Le « en même temps » d'Emmanuel Macron est une imposture.

Une Europe souveraine ne peut être qu'une Europe solidaire, une Europe de la justice sociale et écologique. Sans le respect de ce pacte social, les sociétés explosent face aux difficultés car la souffrance des classes populaires devient trop grande et les injustices insupportables. Les plus pauvres ne doivent pas être les seuls à payer le prix des crises : l'Europe doit être à leurs côtés et apparaître non comme un problème mais comme une solution. Elle doit aujourd'hui maîtriser la crise énergétique avec un plan massif de soutien aux classes populaires et aux PME, un blocage des prix de l'énergie et une remise en cause rapide de la libéralisation du marché de l'énergie.

L'Europe est d'autant plus nécessaire que le nouvel ordre du monde ne cesse d'inquiéter. Face à l'affirmation des puissances autoritaires, les Socialistes doivent être aux côtés des peuples qui se battent pour la liberté et la démocratie. Au Brésil, Lula est engagé dans un défi majeur après le mandat de Bolsonaro. En Iran, les femmes et les démocrates se révoltent face au pouvoir dictatorial et obscurantiste des mollahs. En Russie, les militants des Libertés font face à la dérive toujours plus autocratique de Vladimir Poutine. En Chine, les opposants au régime alertent sur ses velléités d'annexer Taïwan et ses crimes à caractère génocidaire contre les Ouïghours.

Ne pensons pas la France comme protégée des reculs sur les droits fondamentaux. De nombreux combats doivent être protégés, menés ou poursuivis.

Les Français ont droit au respect, quels que soient leur genre, leur orientation sexuelle, leur origine, leur couleur de peau ou leur religion. Pour garantir ce respect, la République porte deux principes. La laïcité d'abord, qui tient la religion en dehors de la sphère publique et garantit à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire : nous la défendons sans concession notamment contre tous les obscurantismes religieux. Nous proposons la création d'un Défenseur de la laïcité disposant de relais locaux. L'égalité et le refus de toute discrimination ensuite. Nous savons que cette promesse républicaine n'a pas été tenue et le temps est venu de décréter la mobilisation nationale contre toutes les formes de discrimination en créant notamment un Parquet dédié.





Nous sommes un parti féministe qui combat pour l'égalité dans le travail, dans la société, dans la politique. Aujourd'hui les droits fondamentaux des femmes – et en premier lieu le droit à l'avortement – ont besoin d'être défendus. Le mouvement Me Too a déclenché une formidable prise de conscience des violences sexistes et sexuelles à l'égard des filles et des femmes. Il nous revient de porter ce combat et d'être exemplaires. Associations féministes, victimes, femmes de tous horizons doivent avoir la certitude de pouvoir trouver chez nous des relais politiques crédibles et fiables de leurs propositions.

Le respect, c'est aussi une République qui est présente aux côtés de chacun dans tous les territoires, dans l'Hexagone, mais aussi dans les Outre-mer où les effets des crises sociales, économiques et écologiques sont amplifiés. Répondre au sentiment d'abandon des habitantes et habitants des quartiers populaires et des territoires ruraux et périurbains, renouer le fil du dialogue avec les classes moyennes et populaires : voilà la priorité politique du Parti socialiste. La lutte contre les déserts médicaux, la continuité dans l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap, le retour des services publics, le développement partout d'un service public de la petite enfance reposant sur la solidarité nationale ne sont que quelques-uns des exemples qui doivent nous mobiliser.

Le respect et le droit à une vie digne sont indissociables. La première dignité, c'est de pouvoir vivre des fruits de son travail. Le Parti socialiste est le parti du travail et des travailleurs. Nous ne défendons pas la valeur travail mais la valeur du travail. Notre objectif, c'est de défendre le pouvoir d'achat d'abord par l'augmentation des salaires puis par une plus juste répartition de la valeur créée. C'est pourquoi nous prôtons un meilleur partage du pouvoir dans l'entreprise grâce notamment à l'entrée à parité des salariés dans les conseils d'administration. Nous nous battons également pour la relance du dialogue social et de la négociation salariale. Nous portons l'idée d'une grande Conférence sociale sur les salaires et la qualité du travail (limitation des écarts de salaires, égalité entre femmes et hommes, organisation du travail, santé, formation...) adossée au principe d'utilité sociale des emplois.

Défendre le travail c'est refuser qu'il soit plus taxé que le capital. C'est s'indigner de voir notre pays détenir le triste record des accidents mortels au travail. C'est refuser le retour au tâcheronnage via l'ubérisation progressive de pans d'activité. Défendre le travail c'est défendre le droit à la retraite en bonne santé et défendre l'assurance chômage qui n'est pas un cadeau mais la mutualisation des risques par le biais des cotisations sociales et patronales.

Une vie digne passe également par l'éradication de la pauvreté. La défense du RSA, la revalorisation du SMIC et des minimas sociaux, la création d'une allocation jeune, le développement du logement d'urgence, l'accès universel à la santé, l'effectivité du recours aux droits sont autant de leviers pour atteindre cet objectif.

Le bouclier logement est un autre outil pour offrir à chacun une vie digne en garantissant de ne pas consacrer plus de 30% de son revenu à son logement. La relance de la construction de logement social en France comme les nouveaux dispositifs permettant de devenir propriétaire sans devoir acquérir le terrain font partie de nos propositions phares.

Une vie digne c'est enfin l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé. Cela implique de redonner la priorité à la prévention et à la qualité de vie en jouant sur tous les leviers : l'accès à la santé, l'accompagnement personnalisé, l'alimentation, la qualité des milieux de vie (air, eau, paysages...). La santé mentale et la santé environnementale doivent devenir de grandes causes nationales. Il nous faut pour ce faire placer le principe de « bien être des citoyens » au centre des décisions relatives aux dépenses publiques.

Le socialisme, c'est l'émancipation. La priorité absolue consiste à redonner à l'École son ambition émancipatrice afin que chacun puisse avancer dans son parcours en fonction de son talent, de ses choix et de son aspiration éclairée et librement choisie. C'est le sens de notre engagement pour une « école zéro décrocheur ». Notre combat est aussi celui de la réhabilitation du métier d'enseignant, par le salaire, la formation, les moyens de travail et par leur protection juridique contre les insultes et agressions qu'ils peuvent subir.

Socialistes, nous devons enrayer la marchandisation croissante des choses, des corps, de la nature et du temps. Le marché est en train de détruire la culture et les médias comme outils d'émancipation et de construction de la citoyenneté. Les monopoles numériques doivent être combattus, les médias indépendants soutenus, et nous devons reconstruire une politique culturelle fondée sur la diversité, la libre création, le partage, l'échange.

Le défi majeur pour les socialistes consiste à réhabiliter la notion de commun qui permet à chacun d'accéder à une « vie large », comme disait Jaurès. L'eau, la terre, l'énergie, la biodiversité, les paysages, l'alimentation, doivent être reconnus comme des biens communs ce qui implique de les protéger d'un libre marché qui ne peut conduire qu'à leur accaparement ou à leur destruction au détriment de la poursuite de l'aventure humaine. Oui nous défendons la **gestion publique** de l'eau, la nationalisation des infrastructures de transport et de distribution de gaz et d'électricité, le monopole de la SNCF et la récupération des rentes des sociétés d'autoroutes.

Le pilotage de la transition écologique passe pour l'État comme pour les collectivités locales et les entreprises par de nouveaux critères de richesse et de bien-être et de nouvelles règles comptables. Révision du PIB, prise en compte des actifs écologiques et sociaux, nouvel objet social des entreprises, « budget vert » des acteurs publics, priorisation des investissements : tout est à revoir ! Si les règles du jeu ne changent pas, la transition ne se fera pas.

Simplifier sa vie, réduire ses impacts négatifs vaut pour tous mais **la sobriété doit d'abord s'appliquer à ceux qui consomment de manière outrancière** les ressources et qui sont aussi les plus riches : c'est cela la justice écologique. **Pour le mix énergétique français nous avons deux priorités** : investir dans





le renouvelable, les réseaux et le stockage, afin de rendre possible le passage au 100% renouvelable le plus vite possible, et prolonger la durée de vie des centrales existantes sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire pour piloter la transition et la décarbonation de notre mix énergétique. Nous proposons, dans 5 ans et après la sortie de la guerre en Ukraine, un référendum sur la place du nucléaire dans le mix énergétique qui devra être éclairé par les choix européens réalisés d'ici là.

La justice sociale et écologique est au cœur de notre identité. Alors que de nouveaux efforts considérables sont nécessaires pour affronter la guerre, la crise énergétique ou la transition écologique, **nous proposons un Pacte de solidarité pour les 5 prochaines années qui repose sur les principes suivants** : ISF climatique, alignement de la flat tax sur la fiscalité du travail, renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et les successions, progressivité de l'IS pour en finir avec l'aberration de TPE/PME dont le taux d'imposition réel est supérieur aux grands groupes et, évidemment, récupération des super-profits.

Le socialisme, enfin, c'est la République jusqu'au bout, c'est la démocratie portée à son plus haut niveau d'expression.

Qu'on l'appelle VI^e République ou pas, nous continuons à porter une réforme profonde de nos institutions impliquant un rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement, le renforcement de la place du Premier ministre au détriment du président de la République. Surtout nous souhaitons inclure les Français au cœur de notre démocratie par la création d'un RIC et la possibilité d'amendements et de lois portés par les citoyens. Nous voulons également donner une nouvelle place à la démocratie locale. Ce pays souffre d'un pouvoir vertical incapable d'écouter et de comprendre la vitalité des territoires. 40 ans après les grandes lois de décentralisation, nous devons réaffirmer notre ambition décentralisatrice. Elle est au cœur de ce que nous sommes. **Nous plaçons pour le respect de l'indépendance des collectivités locales, le rétablissement de leur autonomie financière, le renforcement des collaborations entre elles et, pour les élus, de la création d'un véritable statut et une limitation du cumul dans le temps.**

Dans les Outre-mer, particulièrement délaissés depuis 2017 alors qu'ils ancrent la France dans quatre océans, la République jusqu'au bout doit se traduire par un retour de l'État autour de deux grandes priorités : la régulation des économies ultramarines pour lutter contre les causes structurelles de la vie chère qui étouffe nos compatriotes et l'impératif d'égalité réelle pour ces territoires en retard de développement, frappés par le chômage de masse et menacés par le changement climatique. Cette République jusqu'au bout dans les Outre-mer, c'est aussi accepter - enfin ! - que chacun de ces territoires dispose d'un statut particulier dans la Constitution lui permettant, selon le choix des populations, de traiter différemment des situations différentes au sein de notre ensemble républicain



II. La vocation des socialistes : faire gagner la gauche

Gagner, telle est notre ambition ! Les socialistes feront demain de nouveau gagner la gauche : telle est notre conviction. Une condition pour cela : poursuivre la stratégie de rassemblement de la gauche et de l'écologie, ne jamais céder à la tentation du retour en arrière, faire preuve de créativité et être tournés vers le réel, vers l'action en donnant corps à un réformisme radical.

La NUPES a permis le renforcement de la gauche et des écologistes à l'Assemblée Nationale, elle a bloqué l'accès de 200 candidats de l'extrême-droite au second tour. Aujourd'hui, elle réunit quatre forces politiques librement engagées. Comme de tout temps, l'union est un combat et a minima un débat. Nous pouvons être en désaccord avec certaines expressions ou choix tactiques. Mais qui peut raisonnablement croire qu'en sortant de la coalition, les rapports de force seraient modifiés et nos marges de manœuvre élargies ?

La NUPES est une coalition et non un parti. Le Parti Socialiste y garde sa pleine liberté et a su en user comme sur l'OTAN, l'Ukraine ou les violences faites aux femmes.

Parce que la NUPES est une coalition, sa forme, ses équilibres, son projet seront naturellement amenés, avec le temps, à évoluer en profondeur. Nous pouvons à la fois assumer d'être engagés dans cette union tout en nous distinguant et contestant, lorsque c'est nécessaire, la stratégie ou la communication de nos partenaires. Quant au projet de gouvernement validé au printemps, il devra évidemment être remis en débat : parce que la négociation a laissé de nombreux points aveugles, que le projet partagé l'était dans un contexte singulier, mais aussi parce que le monde change vite et parfois brutalement autour de nous, ce qui nous astreint à un devoir de réinvention et de créativité permanentes.

Les élections européennes seront de ce point de vue un test important. Contrairement à ce qui a été prétendu ici ou là, aucun accord sur les questions européennes n'a été bouclé au moment de la constitution de la NUPES. Au contraire, nous avons assumé nos désaccords sur ce sujet comme sur l'essentiel des questions internationales et de défense. Notre engagement européen est total et nous sommes accrochés à nos exigences.

Nous aborderons donc les prochaines élections européennes en mettant en avant notre vision de l'avenir du projet européen issu du congrès du PSE et de notre congrès. Sur cette base nous ouvrirons le débat à gauche, avec tous nos partenaires, pour impulser une clarification politique. C'est l'issue de ce débat qui déterminera avec qui nous pourrons nous présenter devant les Français. Nous le ferons en socialistes et en européens, en cohérence avec la famille socialiste et sociale-démocrate européenne fédérée au sein du PSE.

Le rassemblement de la gauche et de l'écologie est notre bien le plus précieux car sans lui il n'y a pas de victoire possible. Nous entendons ceux qui disent « l'Union oui mais une autre union ». Oui mais laquelle ? Personne n'en sait rien, car personne n'a jamais apporté de réponse à cette question. Croyons-nous que nous allons gagner en marquant des buts contre notre camp, en insultant nos alliés, en semant le poison de la division ? La critique perpétuelle de la NUPES sans la présentation d'une alternative praticable masque mal l'absence de pensée stratégique de ceux qui la formulent. Ceux-là ne nous promettent que l'isolement, mortel, ou la remise en cause de notre ancrage à gauche au moment même où le leurre de « l'aile gauche » de la macronie s'effondre. Nous vous proposons de confirmer le choix de l'union, la stratégie de rassemblement de la gauche et de l'écologie. **Et confirmer le choix de l'union c'est assumer de renforcer ce que nous sommes au sein de cette union.**

Pour gagner, la Gauche doit continuer à s'interroger pour s'élargir au-delà de son socle insuffisant de 30 à 35 % des électeurs. Elle doit d'abord mobiliser les abstentionnistes mais aussi renouer le dialogue avec des électeurs qui l'ont quittée.

L'ambition nouvelle que nous proposons aux socialistes est simple : apporter au rassemblement de la gauche et de l'écologie la valeur ajoutée qui lui permettra de gagner. Le PS doit retrouver au cœur de ce rassemblement une place centrale et pouvoir prétendre demain un leadership que chaque formation de gauche revendique. Nous n'y parviendrons que si notre action est guidée par ce principe simple : contribuer au collectif et faire progresser le rassemblement. Il ne suffit pas de revendiquer une place plus importante au sein de l'union : il faut la mériter et la gagner auprès des électeurs.

Nous sommes convaincus de la valeur que les socialistes peuvent apporter au rassemblement de la gauche et de l'écologie. Notre crédibilité dans l'action est un élément clé pour toucher plus d'électeurs. Nous avons l'expérience du pouvoir, une implantation territoriale unique, nous savons travailler avec le mouvement social comme avec les citoyens, la confrontation au réel est notre quotidien. **Si nous avons perdu à la présidentielle, c'est aussi parce que nous avons perdu le lien avec le peuple et la société civile organisée.** Les mots-clés mis en avant – « social-démocratie », « gauche de gouvernement » - sonnent creux et laissent indifférents tant ils semblent désincarnés et étrangers aux détresses et aux attentes de ce que nous souhaitons représenter. Le Parti socialiste n'est plus, pour l'heure, le premier parti de gauche.





Mais il en est la **première force parlementaire**, grâce à ses sénateurs et ses députés nationaux et européens, et **la première force implantée dans les territoires**, grâce au travail et à la légitimité de ses maires et de ses président·e-s d'intercommunalités, de départements et de régions. Il demeure une grande force militante grâce à l'engagement de toutes et tous, grâce à leur fidélité et à leur action quotidienne.

Afin de renforcer sa position au sein de la gauche et de permettre la victoire, le Parti socialiste doit se refonder.

III. Pour gagner demain, construire aujourd'hui un nouveau parti socialiste

Si nous voulons faire du Parti socialiste un instrument de victoire, nous devons le réinventer en restant fidèles à sa raison d'être, la transformation sociale à laquelle nous ajoutons la nécessaire bifurcation écologique.

Tous les partis sont structurellement en difficulté mais d'autres ont su mieux que nous installer un récit compris des Français, capter les nouvelles attentes dans la société et faire converger vers eux les engagements, les luttes et les mobilisations. **À nous d'être ouverts sur la société et le mouvement social, à nous de redevenir le point de convergence et le débouché politique de celles et ceux qui défendent des causes et qui s'engagent pour transformer la société.**

Nous sommes aussi fiers de ce que nous avons réussi. Qui aurait dit en 2018 que nous passerions la barre des 5 % aux européennes ? Qui aurait dit que nous gagnerions les élections locales de 2020 et 2021, que nous dirigerions encore autant de villes, de départements, de régions ? Nous avons également porté avec fierté le projet socialiste adopté en 2021. Enfin, nous sommes heureux d'avoir vu arriver depuis les législatives plus de 2 000 nouveaux adhérents dont de nombreux jeunes et de pouvoir compter de nouveau sur la formidable vitalité des Jeunes Socialistes, de notre réseau femmes et de HES.

Nous avons aussi conscience des limites de ce qui a été réalisé depuis 2018. La Renaissance du Parti socialiste, que nous avons enclenchée en 2018, doit à l'évidence être accélérée et amplifiée. Ces dernières années, marquées par la Covid, la succession des échéances électorales mais aussi par la gestion du lourd fardeau financier hérité du passé ne nous ont pas permis d'initier toutes les réformes que nous aurions souhaité.

Notre ambition reste intacte. Notre congrès doit trancher notre ligne politique : mais aussitôt après, nous lancerons un processus de refonte de nos statuts pour l'adapter aux nouvelles façons de militer, pour mieux utiliser la ressource militante, donner la possibilité à chacun de contribuer sur ses thèmes de prédilection à l'édification de notre doctrine et à sa communication. Ces évolutions seront soumises au vote avant la fin 2023.

Nous proposons de renouer avec les conventions nationales qui permettent à la fois de s'ouvrir sur la société, de donner la parole aux militants et de clarifier notre doctrine. 2023 et 2024 devront être deux années de débat avant de déboucher sur une refonte de notre projet politique qui devra être adopté en 2025 avant les élections municipales puis nationales. Nous proposons de partir de la définition de nos biens communs qui ne se limitent pas à la question de l'eau ou de l'air mais aussi à la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la dignité, l'éducation, la santé, la sécurité, la souveraineté, la République.

Nous voulons rassembler la famille socialiste. Nous avons besoin de toutes nos forces, de tous nos talents, des toutes nos générations. Il nous faudra accueillir toutes celles et ceux qui veulent nous rejoindre ou retrouver le chemin de la *vieille maison*.

Notre vie collective doit retrouver sa sérénité. Pour cela, chacun doit respecter deux principes. Le premier, c'est de faire prévaloir le collectif sur les aventures individuelles. Le second est de respecter les résultats de notre congrès et nos choix démocratiques. Nous avons dû suspendre les candidats dissidents car si nous ne l'avions pas fait, nos règles collectives n'auraient plus de sens et notre parole plus de valeur. Mais nous souhaitons le retour au cœur de notre vie collective de celles et ceux qui veulent sincèrement soutenir une stratégie ancrée à gauche et prennent les deux engagements évoqués ici.

Notre démarche pour ce congrès est ouverte à toutes et tous. Depuis quatre ans la majorité n'a cessé de s'élargir, elle doit encore s'élargir encore. Nous ne demandons à personne de renoncer à ses convictions... Nous voulons simplement que notre parti soit de nouveau aux yeux des Français une « dream team », diverse et solidaire, paritaire, fédérant les générations, les élus locaux comme les parlementaires.

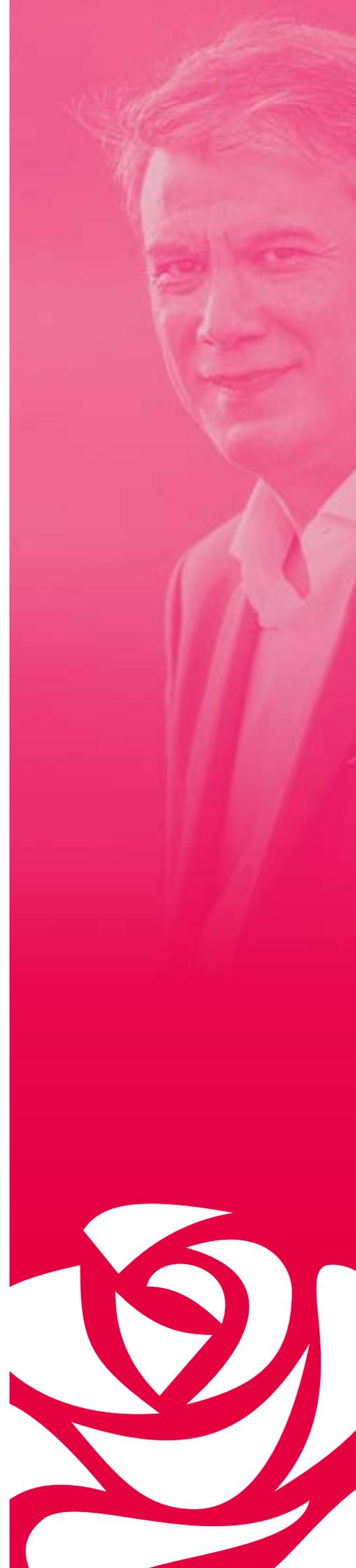
Nous avons tant à faire ensemble. Nous nous élèverons ensemble ou nous déclinons ensemble, nos victoires de demain seront celles de toutes et tous. Retrouvons cet esprit de conquête qui implique fraternité, don de soi et solidarité. Nous n'avons pas une minute à perdre face aux menaces qui pèsent sur le destin de notre pays.

Le temps est à l'espoir retrouvé.

Celui où, pour des millions de Françaises et de Français, il est à nouveau permis de gagner !

Je signe !

Premier signataire :
Olivier Faure





! R E N G A G



**Rejoignez-nous,
signez pour gagner !**

www.pour-gagner.fr